

3- présentation du rapport « Dialogue citoyen et co-construction : vers une nouvelle gouvernance »

Groupe communiste – Robin SALECROIX

Madame le maire, chers collègues,

Les élus communistes partagent la volonté municipale de faire évoluer le dialogue citoyen dans notre ville. **Notre société traverse une grave crise de légitimité de l'action publique.** Cette fracture trouve sa traduction dans la perte de crédit des systèmes de représentativité et des mandats électifs, dans la défiance des citoyens vis-à-vis des politiques vu trop souvent comme une « caste » à part. Le fonctionnement de nos institutions est plus que jamais interrogé par les niveaux record d'abstention observés à chaque scrutin électoral, **il est donc essentiel de réinterroger nos pratiques et politiques publiques en ce domaine.**

Nantes fait partie des villes françaises qui ont investi, avec constance et avec force, le dialogue citoyen depuis 25 ans. L'évolution proposée des outils du dialogue citoyen a pour but d'améliorer et de faire évoluer nos diverses instances pour qu'elles soient encore plus pertinentes, les rapprocher plus encore des citoyens. **Entendre la demande d'auto saisine, Promouvoir le pouvoir d'agir, Assurer la transparence de l'action publique, Expérimenter de nouvelles modalités participatives sont autant de leviers proposés que nous soutenons.** A titre d'exemple le Conseil Nantais de la Citoyenneté des Etrangers et Le Conseil Nantais des Personnes Handicapées sont deux conseils dans lesquels nombre de Nantais se sont engagés et ont permis d'enrichir la réflexion, d'apporter des réponses concrètes. Ces conseils sont et doivent continuer à être des leviers de résistance aux discriminations, aux inégalités.

Nous sommes par ailleurs favorables à l'évolution des conseils de quartier comme il nous le sera présenté dans une prochaine délibération. Leur ouverture à tous les résidents Nantais, les différentes étapes dans la construction du dialogue citoyen nous semblent pertinentes. Je voudrais néanmoins revenir sur un point que me semble fondamental : l'enjeu d'information et

de la formation pour permettre l'investissement de chacun dans la vie de la cité. Le rapport souligne qu' « *Une séquence de débat pourra être préparée en amont par une séquence préparatoire pour ceux qui le souhaitent dans l'idée de « se former » au sujet* » Nous partageons cette visée mais il nous faut l'objectiver. Le temps pouvant être consacré à la formation, à la citoyenneté n'est guère facilité pour nombre de salariés. Cela peut par exemple ouvrir un axe de travail sur l'enjeu de la création notamment pour les agents de la collectivité de crédits d'heures permettant de se libérer pour exercer cette citoyenneté.

En matière de dialogue citoyen, nous devons également être audacieux, nombre d'exemples existent dans un certain nombre de collectivités de la prise en compte d'outils de démocratie dite « semi directe ». Ainsi en est-il des universités populaires, des référendums d'initiative populaire, des budgets participatifs.

Au-delà des principes que la ville dégage pour donner un nouveau souffle à la démocratie participative, au dialogue citoyen, dans une démarche de proximité, il nous faut bien convenir des limites dans lesquelles nous agissons. Celle des institutions libérales. L'obsolescence du fonctionnement des institutions, la crise de légitimité que j'évoquais au début de cette intervention, l'emprise des contraintes sociales et économiques qui pèsent sur nombre de nos concitoyens sont des réalités. La démocratie participative ou « réelle » au sens large et encore une fois au-delà de la sphère municipale appelle une intervention dans tous les champs de la vie sociale demandant des comptes à la sphère économique. L'enjeu du développement des champs démocratiques à l'entreprise semble à ce titre un point clé. **La démocratie apparaît comme un moyen et à la fois comme un but. Celui-ci ne pourrait être atteint qu'en la faisant vivre et en l'imposant auprès des décideurs économiques.** C'est bien à ce prix que notre société aura à nouveau du sens et que chaque citoyen, quelle que soit sa condition sociale, son origine pourra être acteur de son destin.

Le dialogue citoyen engagé par notre municipalité peut en ce sens donner du contenu à cette conception progressiste d'une démocratie renouvelée.

Je vous remercie de votre attention.

